

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule carrières, mines et après-mines  
9 Rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Rodez, le 22/11/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS SEVIGNE INDUSTRIES**

La Borie Sèche  
BP 6  
12520 Aguessac

Références : 12-CARMIN-2025-35  
Code AIOT : 0006800003

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement SAS SEVIGNE INDUSTRIES implanté Rascalat 12520 Aguessac. L'inspection a été annoncée le 20/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS SEVIGNE INDUSTRIES
- Rascalat 12520 Aguessac
- Code AIOT : 0006800003

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de calcaire, sise au lieu dit "Le Rascalat" commune d'Aguessac, a par arrêté préfectoral du 14 juin 2022, fait l'objet d'un renouvellement pour une durée de 30 ans, pour une production moyenne de 350 000 t/an et une production maximale de 400 000 t/an.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Contrôle bruit et émergence	Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 6.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Phasage	Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 2.1.5.3	Sans objet
2	Cote extraction	Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 2.1.5.3	Sans objet
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 2.1.6.2	Sans objet
4	Déchets inertes extérieurs	Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 2.2.2 II.	Sans objet
5	Poussières au niveau de l'installation	Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 3.1.2 IV.	Sans objet
6	Rejet canalisé - VLE	Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 3.2.2	Sans objet
7	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 4.2.2	Sans objet
8	Rejet des eaux	Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 4.3.7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non conformité relative au bruit avec un dépassement du niveau d'émergence admissible depuis au moins 2 ans sur une zone à émergence réglementée, sans signalement à ce stade d'un tiers.

Cette non conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Phasage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 2.1.5.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Extraction
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'extraction est réalisée en 6 phases d'une durée de 5 ans chacune, selon le plan de phasage annexe 4 au présent arrêté. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitation se trouve actuellement en phase 1 conformément à l'arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Cote extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 2.1.5.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Extraction
<b>Prescription contrôlée :</b>  cotes altimétriques minimales/maximales : 409/516 m NGF ; Hauteur maximale des fronts :15 m; Largeur minimale de gradin/banquette en cours d'exploitation : 10 m; Largeur minimale de gradin dont l'exploitation est terminée : 6 m ;[...]
<b>Constats :</b>  La cote d'extraction se situe aux environs de 470m NGF (selon le plan d'exploitation). L'exploitation comporte actuellement des fronts d'une hauteur maximale de 10 mètres (au jour de l'inspection). Les banquettes en cours d'exploitation sont supérieures à 10 mètres de largeur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Plan d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 2.1.6.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Extraction
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li><li>• l'emplacement des bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le[s] bornes de nivellement, le piquetage déterminant les zones à préserver,</li><li>• la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 2.1.4 ci-dessus, les zones à</li></ul>

<p>préserver associées et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les abords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs,</li> <li>• les courbes de niveau où cotes d'altitude des points significatifs,</li> <li>• les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés,</li> <li>• les pistes et voies de circulation,</li> <li>• les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte.</li> <li>• les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, bascules, locaux... [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan d'exploitation présenté par l'exploitant date de mai 2025 et comporte l'ensemble des éléments prescrits.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Déchets inertes extérieurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 2.2.2 II.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets inertes extérieurs admis sont listés par l'Annexe 1 de l'Arrêté Ministériel du 12/12/14 et visent les déchets admissibles ne nécessitant pas de réalisation de procédure d'acceptation préalable.[...]</p> <p>Le volume de déchets inertes extérieurs représente en moyenne 20 000 m<sup>3</sup>/an, au maximum 40 000 m<sup>3</sup>/an.</p> <p>Les déchets inertes extérieurs font l'objet d'une procédure d'accueil et de contrôle spécifiques mis en place par l'exploitant conformément aux prescriptions de l'article 12.3 de l'Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994 [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre des déchets inertes extérieurs entrants sur le site. Pour l'année 2024, il a accueilli 11 112 m<sup>3</sup> de déchets externes.</p> <p>Il dispose d'une procédure d'accueil et de contrôle des inertes admis sur site. Les déchets accueillis sur site ne nécessitent pas de procédure d'acceptation préalable.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection précise que même si le producteur du déchets est responsable de la caractérisation de son déchet jusqu'à son élimination, l'exploitant n'est pas totalement exonéré d'un minimum de contrôle.</p>

A ce titre, il est demandé à l'exploitant de mener par sondage des analyses de type "ISDI" sur l'apport notamment de terres excavées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Poussières au niveau de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 3.1.2 IV.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sont équipées des dispositifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• points d'arrosage (trémie du primaire, jetée des graves non traitées, jetée du stock pile),</li> <li>• points de brumisation,</li> <li>• points d'aspiration (avec filtre à manches),</li> <li>• capotages/protections des bandes transporteuses et du crible primaire,</li> <li>• une mesure d'arrêt des chaînes secondaires (ou secondaire et tertiaire) est prévue en cas de vent soutenu.</li> </ul> <p>La fréquence d'entretien de l'installation doit permettre d'éviter les accumulations des poussières sur les structures et les alentours. Une consigne définit les modalités de ces opérations.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation de traitement est bien munie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de divers points d'arrosage (non en fonctionnement lors de l'inspection car temps pluvieux) au niveau de la trémie du primaire, de la jetée des graves et la jetée du stock pile ;</li> <li>• de points de brumisation ( 2 vu en inspection sur le tapis du primaire) ;</li> <li>• de points d'aspiration (au total 6) ;</li> <li>• de capotage au niveau du tapis transportant le sable 0/4 ;</li> </ul> <p>L'arrêt des chaînes en cas de vent soutenu est à l'appréciation du chef carrier.</p> <p>Au jour de l'inspection, les installations étaient propres. Il n'a pas été constaté d'amas de poussières au pied des équipements. L'exploitant indique ne pas disposer de procédure concernant la fréquence d'entretien mais dédier une personne à part entière au nettoyage quotidien de l'installation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Rejet canalisé - VLE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] La concentration en poussières émises par les installations respecte la valeur limite suivante 20</p>

mg/Nm<sup>3</sup>. Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement.

L'exploitant met en œuvre, selon la puissance d'aspiration des machines, les dispositions suivantes :

a) Capacité d'aspiration supérieure à 7 000 m<sup>3</sup>/h.

La part de particules PM10 est mesurée lors de chaque prélèvement aux moyens d'impacteurs. Sous réserve du respect des dispositions relatives à la santé au travail, les périodes de pannes ou d'arrêt des dispositifs de dépoussièremment pendant lesquelles les teneurs en poussières de l'air rejeté dépassent 20 mg/Nm<sup>3</sup> sont d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur Une année est inférieure à deux cents heures.

En aucun cas, la teneur de l'air dépoussiéré ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm<sup>3</sup> en poussières.

En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

b) Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m<sup>3</sup>/h.

Un entretien a minima annuel permettant de garantir la concentration maximale de 20 mg/Nm<sup>3</sup> apporté par le fabricant est à réaliser sur ces installations. La périodicité et les conditions d'entretien sont documentées par l'exploitant. Les documents attestant de cet entretien sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.

#### Constats :

Les rapports consultés pour les années 2024 et 2025 font état de résultats conformes. La part des PM10 est également mesurée.

L'exploitant dispose d'un registre permettant de consigner les périodes où l'installation de traitement est en fonctionnement alors que le dépoussiéreur fait l'objet d'opérations de maintenance. Aucune durée d'arrêt du dépoussiéreur ne dépasse 48 heures en continu et le cumul d'arrêt est bien inférieur à 200 heures par an.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Eaux de ruissellement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 4.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux

#### Prescription contrôlée :

La conception des ouvrages est conforme aux plans annexés 6 et 8 et comporte les principales caractéristiques suivantes :

Secteur nord-est (entrée du site et installations de traitement) :-

- une aire étanche (centrale de grave-émulsion) disposant d'un bassin de décantation suivi d'un déshuileur et d'un filtre à pouzzolane,
- Deux bassins de rétention (précédés d'une zone de décantation en partie sud et séparés par une cloison de déversement par surverse, faisant office de point de pompage pour les besoins en eau pour l'abattage des poussières au droit des installations primaires,

l'arrosage des pistes et le pédiluve) localisés en point bas et aval de ce secteur. Le second bassin, reprenant le rejet traité de l'aire étanche et du filtre à sable traitant les effluents domestiques, dispose d'un ouvrage de fuite (débit maximum de 160 l/s).

- Le rejet s'effectue via le réseau de la RD 29 pour être dirigé vers le Lumensonesque via une buse 300 mm sous chaussée.

Secteur sud-est (carreau, stockage de produits finis) :

- Les eaux de ruissellement sont dirigées gravitairement via les pentes de la zone remblayée vers un bassin d'infiltration au sein des remblais surdimensionnés de 240 m<sup>3</sup> (besoins de la centrale de fabrication d'enrobés).
- Les eaux ruisselantes sur l'aire imperméable de la centrale d'enrobés sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet par infiltration au sein de ce même bassin.

Secteur central (fond de fosse) :

- Les ruissellements de la zone d'extraction ainsi que ceux d'une partie du bassin versant naturel amont aboutissent en fond de fosse et s'infiltrant progressivement.

Secteur ouest et nord-ouest (zones non exploitées ou partiellement, dépôt de matériel) :

Les ruissellements sont naturellement orientés vers l'ouest pour rejoindre le secteur sud-est.

#### Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté :

- la présence d'une aire revêtue sur laquelle est installée la centrale à froid. Cette aire est reliée à un "bassin" lui-même relié à un déshuileur ;
- deux bassins de rétention en bordure de route. Un premier bassin servant de décantation et un autre dans lequel le rejet du premier bassin s'effectue par surverse. En cas de trop-plein, le bassin dispose d'un rejet busé sur le réseau de la route départementale. Les eaux issues de ce bassin sont utilisées pour les besoins de l'installation (abattage poussière, etc.) ;
- les eaux de ruissellement de la zone d'extraction sont collectées au point bas de la carrière dans lequel elles s'infiltrant. Aucune présence d'eau n'est présente au jour de l'inspection sur ce point bas.
- les eaux du secteur Sud-Est sont dirigées et collectées vers un puits d'infiltration. Ce puits d'infiltration collecte également le rejet issu du séparateur d'hydrocarbure relié à l'aire étanche sur laquelle est installée la centrale à enrobés à chaud.

Les dispositifs de collecte sont conformes aux plans du dossier de demande d'autorisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Rejet des eaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 4.3.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux

**Prescription contrôlée :**

[...]L'exploitant réalise un suivi analytique des rejets du bassin de décantation. Les mesures qualitatives sur les eaux pluviales rejetées seront réalisées dès la première année d'exploitation



puis tous les 3 ans (si pas d'incidence notable observée). Les seuils réglementaires à respecter pour les eaux de rejet sont les suivants :

- PH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- température inférieure à 30 °C ;
- matières en suspension totales (MEST) de concentration inférieure à 100 mg/l ;
- demande chimique en oxygène sur effluents non décantés (DCO) inférieure à 300 mg/l ;
- concentration en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l.

**Constats :**

Les analyses consultées en date du 13 décembre 2022 sont conformes aux seuils prescrits.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Contrôle bruit et émergence**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 6.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit

**Prescription contrôlée :**

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanche et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB (A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

[...]

**Constats :**

L'exploitant procède à des mesures de bruit à fréquence annuelle.  
Selon le rapport consulté en date du 5 mars 2025, la localisation des points de mesures est

conforme à celle du dossier reprise en annexe 9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.  
Les résultats pour l'année 2025 ne sont pas conformes sur le point nommé "ZER La Garde" (dépassement de l'émergence autorisée d'1 dB).  
Les résultats consultés pour l'année 2024 montre un dépassement d'une émergence de 11.5dB sur ce même point. Ce niveau d'émergence est en partie expliquée dans le rapport par la constatation d'un bruit à tonalité marquée extérieur à la carrière.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'investiguer sur le dépassement en terme d'émergence sur ce point (potentialité de dépassement dû à la coactivité avec la zone à confirmer).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois